



Liberté • Egalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Hauts-de-France

Service

Affaire suivie par :  
Frédéric Crescence  
Tél : 03 20 82 25 75

À  
Monsieur DAMICO Benoît  
1 avenue Gustave Eiffel  
78 180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX

damico@naturospace.com

Lille, le 5 décembre 2017

Frederic.crescence@developpement-durable.gouv.fr

**BORDEREAU D'ENVOI**

Nature des pièces	Nombre de pièces	Observations
Décision de non soumission à étude d'impact pour le projet de serre tropicale à Boulogne-Sur-Mer	1	Pour notification

Pour le Directeur Régional de  
l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement



Caroline CALVEZ-MAES





## PRÉFET DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

Direction régionale  
de l'environnement,  
de l'aménagement  
et du logement  
Hauts-de-France

Service  
Information, Développement  
Durable et Évaluation  
Environnementale

Décision d'examen au cas par cas n° 2017-1947  
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

**Le Préfet de la région Hauts-de-France**  
**Officier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016, nommant M. Michel Lalande, Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais – Picardie ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 avril 2017 donnant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à M. Vincent Motyka, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° 2017-1947 relatif au projet de construction d'une serre tropicale « Biobulle » dans le port de Boulogne-Sur-Mer déposé par Monsieur Damico Benoit, reçu complet le 16 novembre 2017 ;

Considérant que le projet de serre tropicale relève de la rubrique ICPE à autorisation n°2140 (présentation au public d'animaux non domestiques) et de la rubrique n° 1 a) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les autres ICPE soumises à autorisation ;

Considérant que le projet de serre tropicale concerne 2 000 m<sup>2</sup> de parcelles déjà artificialisées dans le port de Boulogne-Sur-Mer ;

Considérant que le projet est situé à proximité d'une continuité écologique et d'une zone à dominante humide : la rivière « La Liane » et que les impacts sont faibles dans un secteur déjà urbanisé et pris en compte avec la récupération des eaux usées qui seront renvoyés vers le réseau urbain ;

Considérant que le projet de serre tropicale n'est pas situé à l'intérieur de la zone de protection du patrimoine architectural urbain de Boulogne-sur-Mer ;

Considérant que le projet de serre tropicale n'est pas situé dans le périmètre du plan de prévention des risques littoraux du Boulonnais (aléa retrait du trait de côte et de falaises par submersion marine) ;



Considérant que le site d'implantation du projet de serre tropicale n'est pas concerné par des remblais contaminés ;

Considérant que l'augmentation du trafic engendré par le projet de serre tropicale aura peu d'impact dans un secteur fortement urbanisé ;

Considérant qu'il n'existe pas d'autre enjeu environnemental significatif à proximité du projet de serre tropicale ;

Considérant que le projet de serre tropicale à Boulogne-Sur-Mer n'est pas susceptible d'entraîner des effets négatifs notables sur l'environnement ;

## DECIDE

### Article 1<sup>er</sup> :

Le projet de serre tropicale à Boulogne-Sur-Mer déposé par Monsieur Damico Benoit, est dispensé d'étude d'impact, en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

### Article 2:

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### Article 3 :

La secrétaire générale pour les affaires régionales et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site Internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille, le

05 DEC. 2017

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur régional de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement,  
Le directeur régional adjoint,

Yann GOURIO

## Voies et délais de recours

### 1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

**Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :**

Préfecture de la région Hauts-de-France

12 rue Jean-Sans-Peur – 59800 LILLE

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

**Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.**

## **2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact**

### ***Recours gracieux :***

DREAL Hauts-de-France

44 rue de Tournai - CS 40259 - 59019 LILLE CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

### ***Recours hiérarchique :***

Ministère De l'Ecologie, Du Développement Durable et de l'Energie

Tour Pascal et Tour Sequoia A et B - 92055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

### ***Recours contentieux :***

Tribunal administratif de Lille

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

